

Juriste d'entreprise

RNCP40844 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Code(s) NSF	128, 128g
Formacode(s)	13274, 13267, 13237
Code(s) ROME	K1900, K1903, K1902
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	25/06/2025
Date d'échéance	25/06/2030

Certificateur(s)

ESGCV · SIRET : 75253547600325

Partenaires habilités

8 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 7 à former et organiser l'évaluation et 1 à former.

Organisme	SIRET	Habilitation
BEFORMA	85222156300038	Former
DIGITAL CAMPUS-ESARC-ESG SPORT LYON	75253547600440	Former et organiser l'évaluation
ELIJE	75253547600457	Former et organiser l'évaluation
ESGCV	75253547600150	Former et organiser l'évaluation
ESGCV	75253547600515	Former et organiser l'évaluation
ESGCV -75253547600143	75253547600143	Former et organiser l'évaluation
GALILEO VAE	90077772300033	Former et organiser l'évaluation
STUDI	91114836900018	Former et organiser l'évaluation

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Professionnel du droit, le juriste d'entreprise a pour mission principale de protéger et de défendre les intérêts de l'organisation dans laquelle il exerce. Jouant un rôle clé de conseiller interne, il prévient les risques et veille à l'application des lois et des réglementations et assiste l'organisation dans ses activités. En s'appuyant sur ses connaissances juridiques et réglementaires ainsi que la réalisation d'une veille permanente sur les évolutions législatives, il conseille et oriente alors les différents services de l'entreprise en matière de démarches et de décisions juridiques, traite les affaires de contentieux, et sensibilise les collaborateurs.

Face à la complexification de l'environnement réglementaire, la digitalisation croissante et la montée des contentieux, son rôle s'élargit et devient de plus en plus stratégique. Le juriste d'entreprise joue alors un rôle clé en assurant la protection et la défense des intérêts de l'organisation, tout en anticipant et en gérant les risques liés aux évolutions législatives, sociales et technologiques.

Dans ce contexte de transformation continue, la certification « Juriste d'entreprise » vise à doter les professionnels

des compétences indispensables afin de répondre aux nouvelles attentes du secteur en matière de conformité réglementaire, de gestion croissante des contentieux et d'accompagnement des décisions stratégiques dans un environnement de juridique mouvant.

ACTIVITÉS VISÉES

Les activités visées par la certification portent sur :

Pilotage stratégique et opérationnel de la fonction juridique

- Pilotage de la veille juridique à des fins de sécurisation des activités de l'organisation
- Définition des chantiers juridiques en support à la direction et/ou des parties prenantes de l'organisation
- Gestion des risques et de la conformité juridique de l'entreprise
- Gestion de la documentation juridique

Accompagnement juridique des opérations de l'entreprise et de ses acteurs internes

- Conseil stratégique et opérationnel sur les thématiques juridiques à destination des différents acteurs internes
- Sécurisation des engagements contractuels de l'organisation
- Sensibilisation et formation des collaborateurs sur les enjeux juridiques clés
- Coordination d'équipe de juristes et transverses

Gestion des précontentieux et des contentieux

- Gestion du précontentieux et des litiges
- Gestion des contentieux
- Suivi et exécution des décisions de justice.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

La certification vise les compétences suivantes :

- Mettre en place une veille juridique afin d'anticiper les changements pouvant affecter l'organisation
- Participer – en collaboration avec la direction - à la définition de la stratégie juridique et des chantiers prioritaires, en tenant compte des priorités stratégiques de l'entreprise
- Réaliser un audit juridique en vue de renforcer la sécurité juridique de l'organisation
- Elaborer des politiques internes en matière de conformité, en établissant les règles et les directives devant régir les comportements et les pratiques au sein de l'entreprise
- Mettre en place un système d'archivage numérique de la documentation juridique (contrats, pouvoirs, baux, décisions, résultats de veille, etc.) afin de garantir la disponibilité, la traçabilité, la conformité et la sécurité des données
- Conseiller juridiquement les différents départements opérationnels de l'entreprise concernant les questions juridiques courantes
- Accompagner la prise de décisions stratégiques de la direction, en évaluant les implications juridiques, fiscales et environnementales (RSE) des projets
- Rédiger et passer en revue les documents contractuels de l'entreprise, en tenant compte des besoins spécifiques de l'entreprise, en anticipant les risques et en intégrant des mécanismes de protection
- Mettre en œuvre des actions de formation et de sensibilisation auprès des collaborateurs internes afin de renforcer la culture juridique au sein de l'organisation
- Coordonner une équipe de collaborateurs directs et transverses de manière à développer l'efficacité collective et répondre aux besoins et enjeux de l'organisation
- Mettre en œuvre des règlements amiable des différends afin de parvenir à un accord mutuellement satisfaisant pour toutes les parties prenantes
- Élaborer une stratégie de défense juridique, en collaboration avec des avocats ou des conseils externes spécialisés
- Développer des plans de gestion de crise en coordination avec la direction et les équipes concernées
- Exécuter et suivre la mise en œuvre des décisions judiciaires afin de minimiser les risques de non-exécution

Blocs de compétences

RNCP40844BC01 — Assurer le pilotage stratégique et opérationnel de la fonction juridique

LISTE DE COMPÉTENCES

Mettre en place une veille juridique, en s'appuyant sur des processus de collecte, d'analyse et de diffusion des informations relatives aux évolutions législatives, réglementaires et jurisprudentielles, afin d'anticiper les changements pouvant affecter l'organisation.

Participer – en collaboration avec la direction - à la définition de la stratégie juridique et des chantiers prioritaires, en tenant compte les priorités stratégiques de l'entreprise, de ses projets de développement, ainsi que des évolutions législatives, fiscales et technologiques, afin de garantir l'alignement des actions juridiques avec les objectifs globaux de l'organisation.

Réaliser un audit juridique, en collectant et examinant les documents juridiques, en conduisant des entretiens avec les parties prenantes, et en analysant les processus internes, en vue de renforcer la sécurité juridique de l'organisation.

Elaborer des politiques internes en matière de conformité, en établissant les règles et les directives devant régir les comportements et les pratiques au sein de l'entreprise, afin de prévenir les risques juridiques.

Mettre en place un système d'archivage numérique de la documentation juridique (contrats, pouvoirs, baux, décisions, résultats de veille, etc.), en définissant les procédures de gestion interne à suivre, afin de garantir la disponibilité, la traçabilité, la conformité et la sécurité des données.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Mises en situation professionnelle portant sur :

- La veille juridique
- La stratégie juridique
- La gestion de la conformité et des risques juridiques
- La procédure d'archivage

Pour plus d'informations sur les attendus des modalités d'évaluation, veuillez télécharger le référentiel d'activités, de compétences et d'évaluation.

RNCP40844BC02 — Accompagner juridiquement les opérations de l'entreprise et ses acteurs internes

LISTE DE COMPÉTENCES

Conseiller juridiquement les différents départements opérationnels de l'entreprise sur les questions juridiques courantes, en formulant des avis et des recommandations juridiques, afin de garantir la sécurité juridique des activités.

Accompagner la prise de décisions stratégiques de la direction, en évaluant les implications juridiques, fiscales et environnementales (RSE) des projets, afin de garantir la conformité réglementaire des opérations.

Rédiger et passer en revue les documents contractuels de l'entreprise, en tenant compte des besoins spécifiques de l'entreprise, en anticipant les risques et en intégrant des mécanismes de protection (clauses de résiliation, non-concurrence, pénalités, etc.), afin de sécuriser les intérêts juridiques et financiers de l'entreprise.

Mettre en œuvre des actions de formation et de sensibilisation auprès des collaborateurs internes, en élaborant et en adaptant les contenus et les outils pédagogiques aux spécificités du public (expertise éventuelle, handicap, etc.) afin de renforcer la culture juridique au sein de l'organisation.

Coordonner une équipe de collaborateurs directs et transverses, en adaptant le style de communication, les objectifs et leviers motivationnels selon le profil des collaborateurs, et en veillant à l'inclusion (sociale et handicap) de manière à développer l'efficacité collective et répondre aux besoins et enjeux de l'organisation.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Mises en situation professionnelle portant sur :

- Les recommandations juridiques
- L'analyse stratégique et la sécurisation des engagements contractuels
- Une analyse réflexive sur la gestion de projet juridique

Cas pratique portant sur la sensibilisation et la formation des collaborateurs aux enjeux juridiques

Pour plus d'informations sur les attendus des modalités d'évaluation, veuillez télécharger le référentiel d'activités, de compétences et d'évaluation.

RNCP40844BC03 — Gérer les précontentieux et les contentieux

LISTE DE COMPÉTENCES

Mettre en œuvre des règlements amiable des différends, en :

- Conduisant des négociations avec les parties concernées,
- Rédigeant ou validant les accords de règlement,
- Recourant à des modes alternatifs de règlement des conflits, le cas échéant,

afin de parvenir à un accord mutuellement satisfaisant pour toutes les parties prenantes.

Élaborer une stratégie de défense juridique, en collaboration avec des avocats ou des conseils externes spécialisés,

en :

- Évaluant les impacts (financiers, opérationnels, réputationnels, etc.) et les risques juridiques liés au contentieux,
 - Recourant aux experts adaptés au regard des besoins juridiques identifiés,
- afin d'assurer une protection juridique optimale des intérêts de l'entreprise.

Développer des plans de gestion de crise en coordination avec la direction et les équipes concernées, en identifiant les risques juridiques critiques (litige, non-conformités réglementaires, etc.) et en déterminant les protocoles à mettre en œuvre, afin de réagir rapidement aux situations de crise pouvant avoir un impact global sur l'organisation.

Exécuter et suivre la mise en œuvre des décisions judiciaires en coordination avec les équipes et départements concernés, en s'appuyant sur l'élaboration d'un plan d'action identifiant les étapes spécifiques, les ressources nécessaires et les délais à respecter, afin de minimiser les risques de non-exécution.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Mises en situation professionnelle portant sur :

- La négociation amiable
- La gestion de contentieux

Pour plus d'informations sur les attendus des modalités d'évaluation, veuillez télécharger le référentiel d'activités, de compétences et d'évaluation.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Capable de naviguer dans des environnements juridiques complexes, le juriste d'entreprise peut exercer son activité au sein d'une grande variété d'organisations (PME, grands groupes, associations, industries, organisations internationales, établissements publics, etc.) et de secteurs d'activité pouvant relever d'un domaine particulier du droit (immobilier, commerce, banque et services financiers, santé, assurances, etc.). Notons que les grandes entreprises et les groupes internationaux constituent l'un des premiers vivier d'emploi des juristes d'entreprises.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

A l'issue de la certification, les certifiés pourront s'orienter vers les postes suivants :

Postes généralistes/stratégiques :

- Juriste d'entreprise
- Juriste
- Juriste groupe
- Juriste d'affaires
- Juriste corporate

Postes sectoriels :

- Juriste en immobilier
- Juriste en droit commercial
- Juriste en droit bancaire financier
- Juriste en droit de la construction / urbanisme
- Juriste en droit des NTIC
- etc.

Poste liés à des domaines d'activités :

- Juriste en droit des sociétés
- Juriste en droit des contrats
- Juriste en précontentieux/contentieux
- Juriste en compliance/conformité
- Juriste en propriété intellectuelle
- etc

Après plusieurs années d'expérience, le juriste d'entreprise pourra évoluer vers les postes suivants :

- Responsable juridique
- Chef juridique
- Chef de service juridique
- Directeur juridique

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 462 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	4 050
Jugés difficiles à recruter	41 %
Emplois saisonniers	5 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats P3X90 — Professionnels du droit

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

En formation initiale :

- Entrée en 1^{ère} année (M1) : Être titulaire d'une certification de niveau 6 (bac+3), ou d'un diplôme équivalent (diplôme étranger, etc.) ou avoir validé 180 ECTS dans le domaine visé ou proche (droit, droit des affaires, droit des sociétés, droit des contrats, management des entreprises, etc.)
- Entrée en 2^{ème} année (M2) : Être titulaire d'une certification de niveau 6 (bac+4), ou d'un diplôme équivalent (diplôme étranger, etc.) ou avoir validé 240 ECTS dans le domaine visé ou proche (droit, droit des affaires, droit des sociétés, droit des contrats, management des entreprises, etc.)

En alternance (contrat d'apprentissage ou contrat de professionnalisation) :

- Pour un cursus en 3 ans : Être titulaire d'une certification de niveau 5 (bac+2) ou d'un diplôme équivalent (diplôme étranger, etc.) ou avoir validé 120 crédits ECTS dans le domaine visé ou proche (droit, droit des affaires, droit des sociétés, droit des contrats, management des entreprises, etc.)
- Pour un cursus en 2 ans : Être titulaire d'une certification de niveau 6 (bac+3) ou d'un diplôme équivalent (diplôme étranger, etc.) ou avoir validé 180 crédits ECTS dans le domaine visé ou proche (droit, droit des affaires, droit des sociétés, droit des contrats, management des entreprises, etc.)
- Pour un cursus en 1 an : Être titulaire d'une certification de niveau 6 (bac+4) ou d'un diplôme équivalent (diplôme étranger, etc.), ou avoir validé 240 crédits ECTS, dans le domaine visé ou proche (droit, droit des affaires, droit des sociétés, droit des contrats, management des entreprises, etc.)

En formation continue :

- Entrée avec un niveau 6 (bac+3/4) : Être titulaire d'une certification de niveau 6, d'un bac+3, ou d'un diplôme équivalent (diplôme étranger, etc.), ou avoir validé 180 crédits ECTS, dans le domaine visé ou proche (droit, droit des affaires, droit des sociétés, droit des contrats, management des entreprises, etc.). Ou : Être titulaire d'une certification de niveau 6, d'un bac+3/4, ou d'un diplôme équivalent (diplôme étranger, etc.), ou avoir validé 180 crédits ECTS dans un autre domaine de formation/métier de la certification visée et justifier d'une expérience professionnelle dans le secteur visé de 12 mois minimum.
- Entrée avec un niveau 5 : Être titulaire d'une certification de niveau 5, d'un bac+2, ou d'un diplôme équivalent (diplôme étranger, etc.) ou avoir validé 120 crédits ECTS dans le domaine visé ou proche (droit, droit des affaires,

droit des sociétés, droit des contrats, management des entreprises, etc.) et justifier d'une expérience professionnelle dans le secteur visé de 12 mois minimum. Ou : Être titulaire d'une certification de niveau 5, d'un bac+2, ou d'un diplôme équivalent (diplôme étranger, etc.) ou avoir validé 120 crédits ECTS dans un autre domaine de formation/métier de la certification visée et justifier d'une expérience professionnelle dans le secteur visé de 24 mois minimum.

- Entrée avec un niveau 4 : Être titulaire d'une certification de niveau 4, d'un bac, d'un DAEU ou d'un diplôme équivalent (diplôme étranger, etc.) et justifier d'une expérience professionnelle dans le secteur visé de 48 mois minimum.

PRÉREQUIS À LA VALIDATION

En formation initiale :

- Avoir validé les conditions d'accès à la formation et avoir effectué un cursus de formation* préparant au passage et à l'obtention de la certification visée chez le certificateur ou un partenaire conventionné (*entrée en 1ère année : 24 mois / entrée en 2ème année : 12 mois)

En alternance (contrat d'apprentissage ou contrat de professionnalisation) :

- Avoir validé les conditions d'accès à la formation et avoir effectué un cursus de formation en alternance* préparant au passage et à l'obtention de la certification visée chez le certificateur ou un partenaire conventionné (*cursus en 3 ans : 36 mois / cursus en 2 ans : 24 mois / cursus en 1 an : 12 mois)

En formation continue :

- Avoir validé les conditions d'accès à la formation et avoir effectué un cursus de formation préparant au passage et à l'obtention de la certification visée chez le certificateur ou un partenaire conventionné.

Dérogations spécifiques : Si le candidat ne dispose pas de l'expérience professionnelle ou du diplôme requis, le candidat devra présenter un dossier démontrant sa capacité à valider la certification professionnelle (VAP, attestation employeur ou autres preuves d'une expérience professionnelle, personnelle ou associative permettant l'acquisition de compétences connexes...).

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, VAE

Le jury est composé de 4 membres dont 50% de professionnels :

- Le directeur de l'école
- Un responsable pédagogique ou enseignant
- Deux professionnels externes, exerçant dans le métier visé

L'organisme mentionne que la parité employeur/salarié est contrôlée

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	8 696 €
Selon la branche	7 000 € – 8 764 €
Prise en charge	Branches concernées
8 696 €	Valeur par défaut · 190 branches
8 764 €	CNPE des sociétés financières, CPNE Banque, CPNE FP Branche des magasins du Bricolage, CPNEFP Mutualité, CPNEFP Professions de la Photographie
8 752 €	CPNE de l'édition de livres, de l'édition phonographique et de l'édition de musique, CPNE des Télécoms, CPNEF de l'audiovisuel
8 600 €	CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet, CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes
8 000 €	CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil, CPNE de la branche Banque Populaire
8 655 €	Conseil des métiers RATP

8 569 €	CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie
8 552 €	CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films
8 403 €	CPNE de la branche de la Distribution Directe
8 311 €	CPNFPE des sociétés d'assurances
8 310 €	CPNE des agents généraux d'assurance
7 500 €	CPNE des industries de santé (CPNEIS)
7 000 €	CPNEFP de la métallurgie

Base légale

Date de décision	25/06/2025
Durée de l'enregistrement	5 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	25/06/2030
Date de dernière délivrance possible	25/06/2034

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2023	108	0	92 %	—
2022	46	0	100 %	—
2021	65	0	100 %	76 %
2020	47	0	84 %	85 %
2019	67	0	85 %	80 %

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP36588

CORRESPONDANCES (PAR BLOCS)

RNCP36588

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/40844/>

Où se former

Formations référencées	27
Organismes	1
Régions couvertes	0
Prix indicatif	2 090 € – 7 190 €

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Se former en apprentissage

Formations en apprentissage	2
Organismes gestionnaires (CFA)	2
Organismes formateurs	2
Régions couvertes	2
Départements couverts	2
Organismes certifiés Qualiopi	2
Formations à distance	1
Sessions	de 09/2025 à 08/2028

Catalogue des formations en apprentissage — réseau des Carif-Oref. Sans frais pour l'alternant : formation financée par l'OPCO de la branche (NPEC).

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	436
Parcours menés à terme	207
Taux d'achèvement	47 %
Période	08/2025 – 09/2026

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	455
Montant total engagé	1 369 430 €
Coût moyen par dossier	3 010 €
Durée moyenne	114 h
Période	07/2025 – 08/2026
France compétences	92 %
Reste à charge titulaire	4 %
Entreprise	2 %
France Travail	1 %
Compte d'engagement citoyen	0 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.